

La loi Blanquer : toujours aussi inacceptable, toujours rejetée par les personnels

Le 13 juin s'est réunie une commission mixte paritaire, pour que députés et sénateurs se mettent d'accord sur le projet de loi « Ecole de la Confiance », totalement rejetée par les personnels. Le contenu réactionnaire de la loi Blanquer demeure, mais la suppression de l'article 6 quater, sur les établissements des savoirs fondamentaux est confirmée. Quelques jours auparavant, le ministre Blanquer, face à la mobilisation massive des personnels des 1^{er} et 2nd degré concédait que « *le projet n'était pas mûr* ».

Il reste cependant bien des articles de la loi Blanquer qui mettent en danger le Statut, qui vont engendrer toujours plus de précarité, qui permettent le financement d'écoles privées avec de l'argent public et inversement des financements privés pour des établissements publics... et qui vise à museler les personnels et les mettre au pas au nom de « l'exemplarité ». Ces mesures d'intimidation sont par ailleurs à mettre en relation avec « l'évaluation » instaurée par le PPCR.

Loi Blanquer, réforme du lycée, Parcoursup, réforme du bac : les personnels rejettent en bloc ces contre-réformes.

Et le ministre passe en force. Sans attendre le vote de sa loi, il multiplie décrets et arrêtés pour détruire brique par brique l'édifice républicain de l'école et le cadre national des statuts et des diplômes.

Rien n'est réglé !

Les commentateurs dans la presse parlent de l'avant-dernier baccalauréat, avant la réforme », comme si tout était acté. Ils ne devraient pas vendre la peau de l'ours : le rejet est profond. Ce lundi 17 juin, des personnels de lycées et de collège se sont à nouveau mis en grève et ont manifesté.

Dans les AG, la grève des urgences est sur toutes les lèvres. C'est bien la puissance de la grève et son extension qui ont contraint la ministre Buzyn, d'abord méprisante envers les personnels, à débloquer 70 millions pour des mesures immédiates, sans pour autant répondre aux revendications des personnels qui n'entendent rien lâcher. Ils ont raison !

Dans l'Education nationale, rien n'est réglé. Les personnels veulent le retrait des contre-réformes, et en même temps ils veulent l'action efficace pour gagner. Ils ne veulent pas qu'on les enferme dans des actions de dénonciation sans lendemain. C'est bien la grève, discutée et organisée par les personnels réunis en AG, la grève et son amplification qui pourront faire reculer le Ministre.

C'est pourquoi la FNEC FP-FO appelle les personnels à se réunir pour poursuivre la discussion sur la construction du rapport de forces pour la satisfaction des revendications.

Elle soutient toutes les AG qui décident la grève et sa reconduction, elle soutient toutes les initiatives visant à regrouper les personnels de toutes catégories avec leurs syndicats pour :

- le retrait de la loi Blanquer,
- le retrait de la loi Dussopt-Darmanin,
- le retrait des réformes du lycée et du baccalauréat ,
- l'augmentation immédiate du point d'indice d'au moins 18%